## REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité



## Ville de Castelnaudary

Direction Générale des Services Service Marchés Publics

Département de l'Aude

Arrondissement de Carcassonne

<u>Matière</u> : Commande publique <u>Sous matière</u> : Marchés publics

<u>OBJET</u>: Accord cadre d'entretien des surfaces de jeux des stades municipaux 2024 - 2027

Décision N°2024-119

## **DECISION DU MAIRE**

Le Maire de Castelnaudary,

**VU** les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2122-22 et L2122-23, relatif aux délégations dont le Maire peut être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat.

**VU** la délibération du Conseil Municipal n°2020-239 du 24 novembre 2020 portant délégations données à Monsieur le Maire et notamment l'Alinéa n°4,

VU le code de la commande publique, notamment les articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1°

**VU** le règlement intérieur des procédures adaptées approuvé par délibération n°306 du 11 décembre 2023 : article 7.2,

**CONSIDERANT** la résiliation de l'accord-cadre d'entretien des surfaces de jeux précédent et la nécessité de poursuivre leur entretien,

**VU** la publicité réalisée dans le Moniteur en date du 01/03/2024, au BOAMP en date du 19/02/2024 et dans la Dépêche du Midi en date du 22/02/2024,

**VU** les quatre offres reçues et les critères de jugement des offres à savoir le prix des prestations (40%) et la valeur technique (60%)

VU l'avis favorable de la commission d'appel d'offres en date du 13 mai 2024.

## DECIDE:

ARTICLE 1: de signer avec l'entreprise COMBES FRERES sise 31430 SAINT ELIX LE CHATEAU un accord-cadre de travaux d'entretien des surfaces de jeux des stades municipaux comportant un maximum annuel de 50 000 €HT.

Cet accord-cadre est établi pour une durée ferme de 12 mois à compter de la notification, suivie éventuellement de trois reconductions expresses d'un an supplémentaire.

<u>ARTICLE 2</u>: la présente décision sera inscrite au registre des arrêtés du Maire et fera l'objet d'une information lors du prochain Conseil Municipal.

<u>ARTICLE 3</u>: la présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de deux mois à compter de son caractère exécutoire.

Fait à Castelnaudary, le 13 mai 2024

Le Maire.

Patrick MAUGARD

Envoyé en préfecture le 14/05/2024

Reçu en préfecture le 14/05/2024

Publié le 15 MAI 2024

ID : 011-211100763-20240513-DEC2024119CP-CC